

**Agence départementale
du pays de Vitré**

Service construction
6, Boulevard Irène Joliot Curie
CS 10201
35506 VITRÉ CEDEX

Affaire suivie par :
THIERRY CARNET
Tél. : 02.99.02.46.60
email : ard.vitre@ille-et-vilaine.fr

VEOLIA

Maison de l'eau - Parc du Castel
35220 CHATEAUBOURG

AUTORISATION D'ENTREPRENDRE LES TRAVAUX

Route(s) départementale(s) : D463 au PR33+072 Rue de Rennes
Catégorie : C
Commune(s) : DOMLOUP
Arrêté n° : 20-A3-A-8042
Travaux : Fouille sous accotements pour réparation fuite

Le Président du Conseil départemental

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 3221-3 et L 3221-4 relatifs aux pouvoirs du Président du Conseil départemental

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L 2122-1, L 2122-2, L 2122-3 et L 2125-1, L 2125-3, L 2125-4, L 2125-5, L 2125-6 relatifs à l'utilisation du domaine public

Vu le règlement de la voirie départementale approuvé par la Commission Permanente le 19 novembre 2012,

Vu l'arrêté n° A-DG-AJ-041 du Président du Conseil départemental en date du 19 septembre 2019 donnant délégation de signature à Laurent HERVIEU, chef du service construction de l'agence départementale du pays de Vitré

Vu la demande présentée par VEOLIA reçue le 05/02/2020

ARRÊTE

Article 1 - Nature et durée de l'autorisation

Une autorisation d'entreprendre des travaux (Travaux : Fouille sous accotements pour réparation fuite) sur la D463 est accordée à VEOLIA pour une durée d'une année à compter de la date de signature du présent arrêté.

Préalablement à son intervention, le pétitionnaire communiquera à l'agence départementale la date précise de début des travaux.

Article 2 - Prescriptions

Ces travaux seront réalisés en respectant les prescriptions générales inscrites dans le règlement départemental de voirie.

Par ailleurs, le pétitionnaire devra se conformer aux prescriptions particulières suivantes :

2-1 Phase avant travaux

Réalisation d'une implantation contradictoire avec l'agence départementale.

Personne à contacter : Marc ALIGAND - tel 02.99.37.45.23 - marc.aligand@ille-et-vilaine.fr

Demande d'intervention pour un état des lieux et suivi des travaux.

2-2 Phase travaux: Conditions de réalisation

Pour une raison de trafic, les travaux devront être réalisés de 9h30 à 16h30

Tranchées : (Trafic poids lourds par jour : Supérieur à 100)

- Tranchée sous accotements et dépendances :

Le pétitionnaire devra se conformer au schéma ci-joint n° A3.

- Essais de compactage :

Des essais de compactage du remblaiement seront exigés, à minima au nombre de :

- un essai par traversée de chaussée ;
- un essai tous les 30 mètres en agglomération, un essai tous les 100 mètres hors agglomération pour les tranchées longitudinales.

Le rapport des essais devra être envoyé à l'agence départementale.

Les éléments de voirie (tampons, grilles, caniveaux, chambre de tirage) implantés sur le DP départemental doivent répondre aux normes NF EN124, et leurs résistances seront de classe D400 sur chaussées, et C250 sur accotements.

2-3 Phase après travaux

Le pétitionnaire s'engage à remettre les lieux en l'état et à entretenir les ouvrages ayant fait l'objet de cette autorisation.

Article 3 - Signalisation

Le chantier est juridiquement couvert par l'arrêté « permanent » de signalisation des travaux sous circulation en cours de validité (hors agglomération) à titre d'information le schéma d'alternat CF24 du guide SETRA est joint à la présente autorisation.

La signalisation du chantier devra être conforme à la réglementation en vigueur et sera à la charge du pétitionnaire.

Article 4 - Obligations diverses

La présente autorisation ne dispense pas le pétitionnaire de vérifier auprès du guichet unique (www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr) la présence de canalisations et d'adresser aux gestionnaires de réseaux concernés une déclaration d'intention de commencer les travaux (D.I.C.T.).

Article 5 - Responsabilité

Le titulaire de la présente autorisation est responsable tant vis à vis du Département d'Ille et Vilaine que des tiers, des désordres de toute nature qui pourraient survenir durant la réalisation des travaux.

Article 6 - Réception des travaux

A fin de contrôle, un constat de fin de travaux sera dressé conjointement avec l'agence départementale.

Le 05/02/2020

Pour le Président et par délégation
le chef du service construction de l'agence
départementale du Pays de Vitré,

Laurent HERVIEU

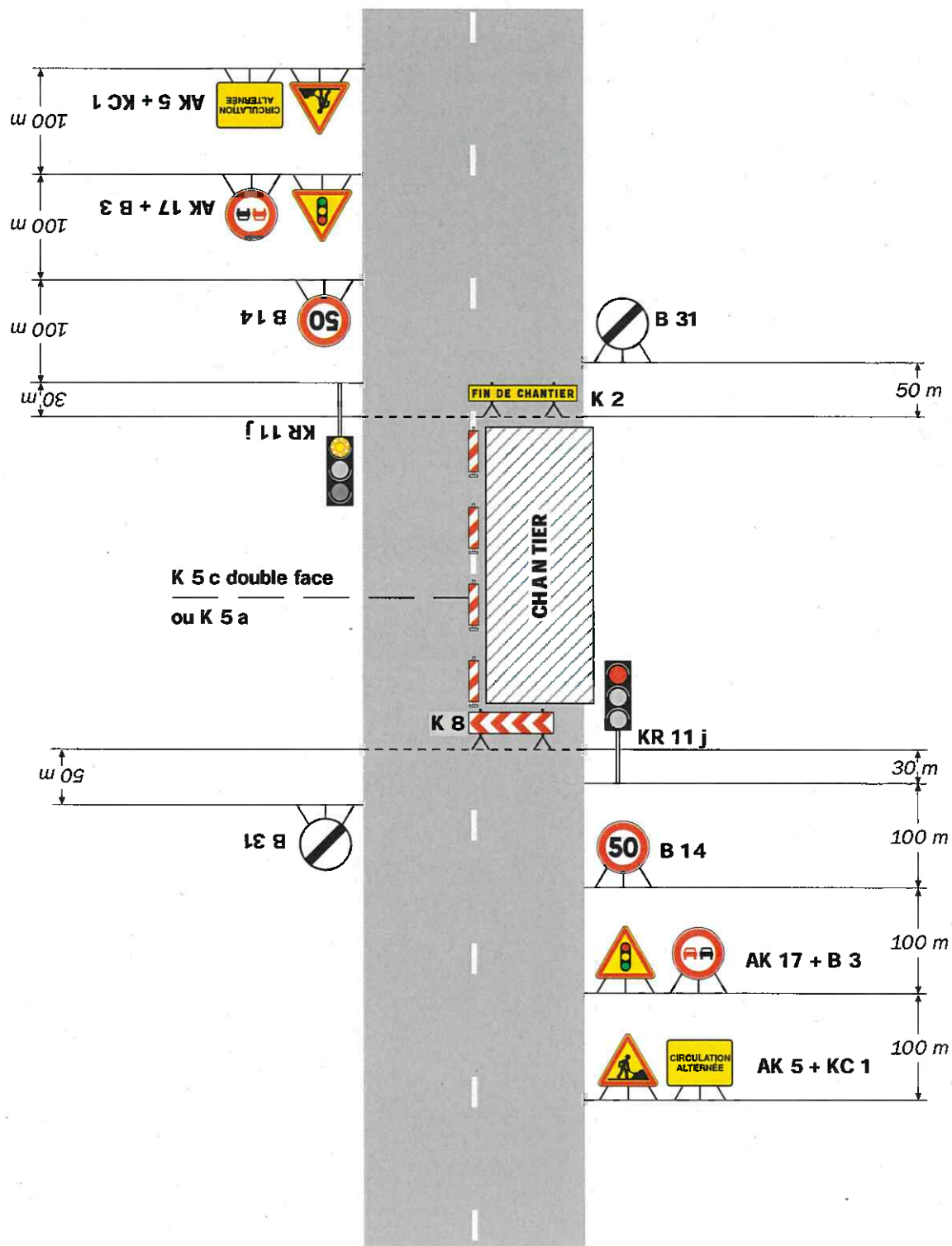
A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the left.

Chantiers fixes

CF24

Alternat par signaux tricolores

Circulation alternée
Route à 2 voies



Remarque(s) :

- Schéma à appliquer notamment lorsque l'alternat doit être maintenu de nuit, en absence de visibilité réciproque.
- Un panneau B 14 de limitation de vitesse à 70 km/h peut éventuellement être intercalé entre les panneaux AK 5 et AK 17.

ARRÊTE

Réglementation temporaire de la circulation
sur les routes départementales
en dehors des agglomérations.
(hors mesures d'interdiction de circulation)

Le Président du Conseil départemental
d'Ille-et-Vilaine

Vu le Code de la Route,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et les textes subséquents le modifiant et le complétant ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment la huitième partie (signalisation temporaire) et les textes subséquents la modifiant et la complétant approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu le décret n° 2010-578 du 31 mai 2010 modifiant le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation ;

Vu l'arrêté n° A-DG-AJ-2017-139 du Président du Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine en date du 26 octobre 2017 donnant délégation de signature à Philippe HERROU, directeur de la gestion des routes départementales ;

Vu l'avis favorable du Préfet d'Ille-et-Vilaine concernant les Routes à Grandes Circulation en date du 05 mars 2018 ;

Considérant le caractère constant et répétitif des chantiers et interventions sur le réseau routier départemental ;

Considérant qu'il importe d'une part d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents des services construction des agences départementales, des

concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier départemental hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des chantiers et, d'autre part, de réduire autant que possible les entraves à la circulation provoquées par ces chantiers ;

Considérant la nécessité d'intervenir immédiatement pour éviter ou limiter les conséquences des événements inopinés se produisant sur le réseau routier départemental ;

Sur proposition du Directeur de la Gestion des Routes Départementales ;

ARRÊTE

Article 1 : Champ d'application

Le présent arrêté s'applique sur l'ensemble du réseau routier départemental hors agglomération, y compris pour les routes classées à grande circulation. Il a pour objet de permettre aux services routiers du Conseil Départemental d'Ille-et-Vilaine de procéder ou faire procéder, dans les limites définies par le présent arrêté, aux opérations de restriction de circulation sur le réseau routier départemental hors agglomération nécessitées par :

- 1.1. La réalisation des travaux d'entretien, d'investissement, de réhabilitation, de maintenance et de réparation des chaussées, dépendances, ouvrages d'art et équipements de la route exécutés ou contrôlés par ses services,
- 1.2. La réalisation des travaux de dépose et pose des équipements de la route exécutés ou contrôlés par ses services,
- 1.3. La réalisation des travaux de signalisation horizontale exécutés ou contrôlés par ses services,
- 1.4. La réalisation des travaux de traversées de chaussées par des canalisations exécutés ou contrôlés par ses services,
- 1.5. La réalisation de mesures, de contrôles, d'essais et de travaux topographiques par des services du Département d'Ille-et-Vilaine ou par des intervenants privés,
- 1.6. La réalisation des chantiers courants des différents concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier départemental sous réserve qu'ils soient dûment autorisés par les services du Département,
- 1.7.
 - La mise en œuvre d'opération des forces de l'ordre et des services des douanes,
 - La mise en œuvre des plans de secours,
 - Les événements soudains ou inopinés intervenant sur le réseau.

Article 2 : Mesures de police de la circulation

Les restrictions suivantes, appliquées individuellement ou concomitamment, peuvent être mises en œuvre pour les interventions définies à l'article 1^{er} ; alinéas 1 à 7 :

- 2.1. Sur les sections de routes bidirectionnelles et leurs voies d'accès et de sortie
 - Limitation de vitesse à 70, 50 ou 30 kilomètres / heure,
 - Interdiction de dépasser,
 - Mise en place d' un alternat de 500m ou moins,
 - Rétrécissement de chaussées avec ou sans neutralisation de voie.

- Interdiction de stationner

2.2. Sur les sections de routes à chaussées séparées et leurs voies d'accès et de sortie

- Limitation de vitesse à 90, 70, 50 ou 30 Kilomètres / heure,
- Interdiction de dépasser,
- Neutralisation des bandes d'arrêt d'urgence,
- Neutralisation de voie(s) de circulation,
- Interdiction de stationner

Toutes autres dispositions et notamment celles qui nécessitent le fermeture d'une bretelle, un basculement de circulation sur la chaussée opposée ou une déviation de la circulation sur un réseau national, départemental ou communal, n'entrent pas dans le champ d'application du présent arrêté.

Article 3 : Prescriptions particulières

La signalisation temporaire doit être conforme à la réglementation en vigueur (instruction interministérielle sur la signalisation routière) et conforme aux recommandations des différents manuels SETRA sur la signalisation temporaire.

La signalisation est mise en place par les services construction des agences départementales. Elle peut être aussi mise en place par les entreprises chargées des travaux, ou par les concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier départemental, sous le contrôle du service construction de l'agence départementale concernée, et ayant obtenu au préalable une autorisation d'occupation du domaine public routier ou de travaux.

Lors des interventions de mise en sécurité, notamment suite à des accidents, le service construction de l'agence départementale pourra procéder à la fermeture d'une chaussée.

En cas d'évènement nouveau et imprévu se produisant concomitamment sur le réseau routier départemental, les mesures mises en place pourront être levées dans des conditions permettant la remise en circulation.

Article 4 : Date d'effet

Le présent arrêté prend effet à sa date de signature.

Article 5 : Abrogation

Le présent arrêté abroge les arrêtés départementaux antérieurs pris pour le même objet.

Article 6 : Exécution et ampliation

Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux,
Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie d'Ille-et-Vilaine,
Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,

Monsieur le Commandant de la CRS 9,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département d'Ille-et-Vilaine.

Rennes, le 07 MARS 2018

Le Président du Conseil Départemental,
Pour le Président, et par délégation
Le Directeur de la Gestion des Routes
Départementales.



Philippe Herrou



Ille & Vilaine
LE DEPARTEMENT

ROUTE DEPARTEMENTALE N°..... du PR au PR

Commune : / Adresse :

**Autorisation d'entreprendre les travaux n°..... délivrée par le
Département d'Ille-et-Vilaine le**

CONSTAT DE FIN DE TRAVAUX

Le Département d'Ille-et-Vilaine, 1- avenue de la Préfecture - CS 24218 - 35042 Rennes cedex, représenté par

Après avoir procédé aux vérifications concernant l'intervention sur le domaine public départemental pour les travaux réalisés du au pour le compte de par l'entreprise (Réf. dossier).

Constatent que :

Nature des travaux :

- Chaussée Accotement Dépendance OA Ouvrage de soutènement
- Les implantations des ouvrages sont conformes les finitions des tranchées sont conformes
- Les essais de compactage ont été transmis à l'agence départementale
- Le dispositif de rejet est conforme
- Les terrains et les lieux ont été remis en état
- Autres : voir ci-dessous.

Observations :

Déclarent que l'achèvement des travaux est prononcé à la date du

Le Département d'Ille et Vilaine

A, le .../.../.....

.....

A, le .../.../.....

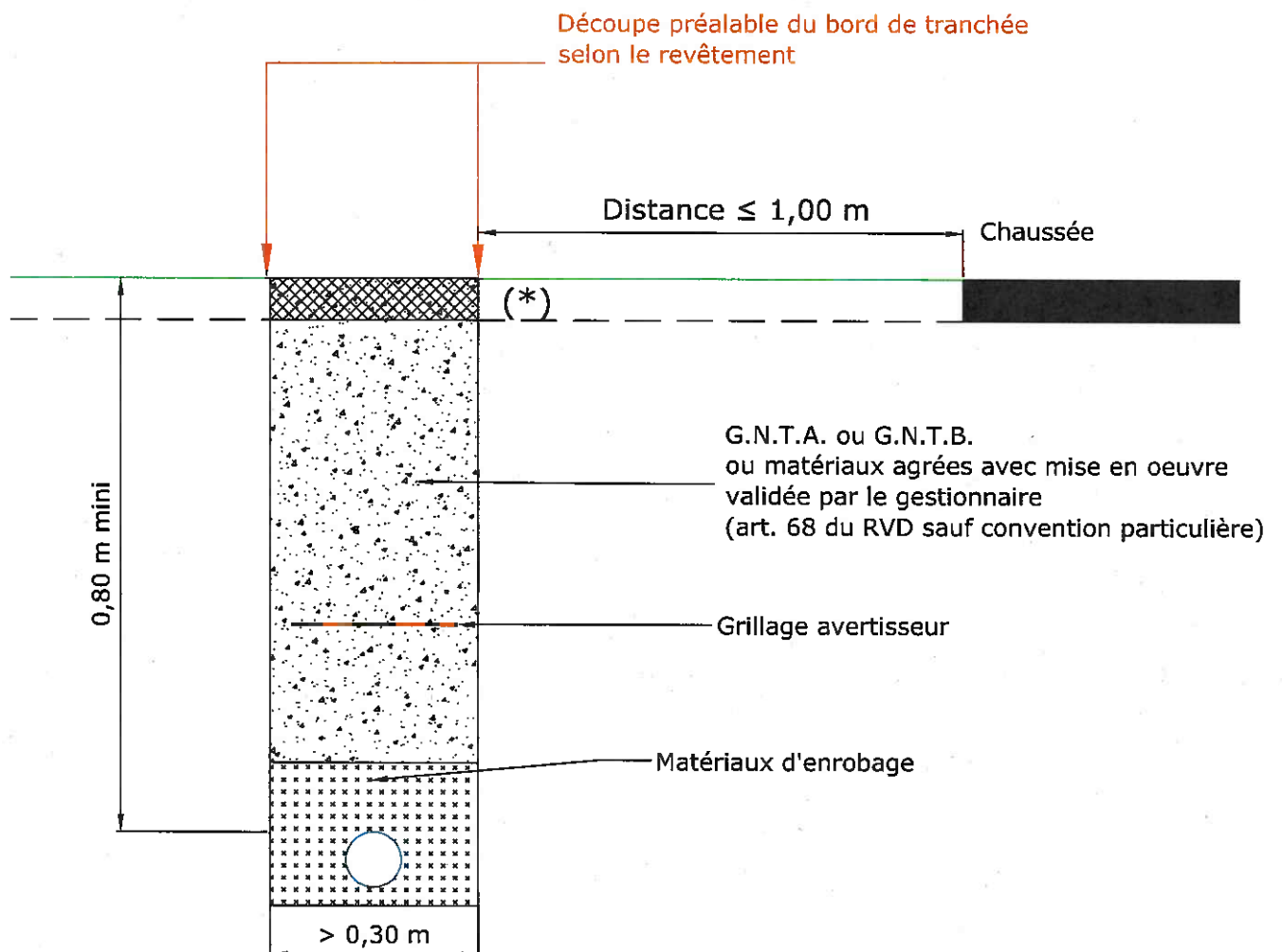
Délai de garantie : la durée de garantie comprend deux hivers consécutifs, incluant la période située entre le 21 décembre et le 21 mars. La garantie court à compter de la date de réception de l'avis de fin de travaux (réfection définitive) par l'autorité investie du pouvoir de police de la conservation du domaine public départemental. La garantie de bonne exécution des travaux porte sur l'absence de déformation anormale en surface de la voie et de ses dépendances, et sur la bonne tenue de la couche de roulement.

COUPE TYPE TRANCHEE A3

Sous accotement

Largeur d'ouverture de tranchée > 0,30 m

Distance du bord de chaussée ≤ 1,00 m



(*) Revêtement dito existant